



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 14/12/2024

Reçu en préfecture le 14/12/2024

Publié le

ID : 062-286200027-20241210-2024\_58-DE



# DÉLIBÉRATION

2024/58

## ACCES A LA PLATEFORME DE DEMATERIALISATION DES MARCHES PUBLICS

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 10 Décembre 2024 à 16 heures, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

La secrétaire de séance désignée est Mme Béatrice BERROYER, Adjointe au Maire de BETHUNE.

♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – Mme Béatrice BERROYER, Adjointe au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦

**Vu** le Code Général de la Fonction Publique ;

**Vu** le Code de la Commande Publique, et notamment l'article L.2511-1 relatif au quasi régie ;

**Vu** le décret 85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux Centres de Gestion institués par la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale ;

**Vu** la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion n°2023/21 du 30 mai 2023 ;

Le Président expose que par délibération du 29 mars 2019, puis par le Centre de Gestion du Pas-de-Calais adhère au groupement CDG 59 et de Somme Numérique visant au déploiement d'une plateforme de dématérialisation des marchés publics.

Ainsi, depuis plusieurs années, une plateforme de dématérialisation de la Commande Publique avait été mise en œuvre entre les entités précitées, démontrant tout son intérêt auprès des 850 comptes actifs.

Pour le Pas-de-Calais, le nombre d'adhérents est passé successivement de 70 adhérents en avril 2018 à 180 en fin d'année 2023 pour atteindre ce jour 450 adhérents.

Au terme de l'année 2023, une nouvelle consultation pour obtenir une mise à disposition de plateforme de dématérialisation des marchés publics a été lancée à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour une durée de 4 ans.

Selon l'article L. 452-30 du CGFP, « les dépenses supportées par les Centres de Gestion pour l'exercice de missions complémentaires à caractère facultatif mentionnées à la sous-section 5 de la section 2, sur la demande des collectivités ou établissements, affiliés ou non, sont financées :

1° Soit dans des conditions fixées par convention ;

2° Soit par une cotisation additionnelle à la cotisation obligatoire mentionnée à l'article L. 452-25, pour les seuls collectivités ou établissements affiliés.

La cotisation additionnelle est assise, liquidée et versée selon les mêmes règles et les mêmes modalités que la cotisation obligatoire. Son taux est fixé par délibération du conseil d'administration ».

Dès lors, pour une mission facultative donnée, un choix doit donc être opéré entre les deux modes de financement possibles (cotisation additionnelle ou tarif à la prestation), qui sont donc exclusifs l'un de l'autre.

A titre de rappel la délibération 2023/21 du 30 mai 2023 prévoyait un financement comme suit : « les collectivités et établissements cotisant à la cotisation additionnelle du CDG 62 bénéficient gratuitement de cette prestation, alors que cela fait l'objet d'une tarification pour celles et ceux ne cotisant pas à l'additionnelle ».

Afin d'éviter ce financement croisé, il vous est proposé de retenir désormais comme financement de cette plateforme une décomposition par strate d'agents et par tranche fixée comme suit :

Tranches	Communes et établissements de moins de 350 agents		Communes et établissements de plus de 350 agents	
	CONSULTATIONS A L'ANNEE	TARIFICATION	CONSULTATIONS A L'ANNEE	TARIFICATION
Tranche 1	Moins de 50	Gratuit	Moins de 50	250 €
Tranche 2	De 50 à 150	Gratuit	De 50 à 150	500 €
Tranche 3	De 150 à 250	Gratuit	De 150 à 250	1000 €
Tranche 4	De 250 à 350	Gratuit	De 250 à 350	2000 €
Tranche 5	Plus de 350	Gratuit	Plus de 350	4000 €

Cette grille de tarification sera reprise dans la nouvelle convention relative aux conditions d'accès à la plateforme de dématérialisation de la Commande Publique et de ses services associés, jointe en annexe. Ce tarif permet de faire bénéficier de notre plateforme les collectivités et établissements relevant du socle commun qui sont porteurs de nombreuses consultations, afin de conserver un attrait auprès des entreprises et des sociétés soumissionnaires. Par ailleurs le tarif reste attractif par rapport aux prix pratiqués dans le secteur privé.

Le Conseil d'Administration,  
Après avoir entendu l'exposé de son Président,  
A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *VALIDE* la nouvelle convention de prestation d'accès à la plateforme de dématérialisation de la Commande Publique et de ses services associés.;
- ♦ *ACCEPTE* la tarification relative à l'accès à cette plateforme.

Ainsi fait et délibéré en séance,  
À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 10 décembre 2024

Le Président,

Joël DUQUENOY